



Notes

MURPHY (EMMA C.)

***Economic and Political Change in Tunisia.
From Bourguiba to Ben Ali***

Londres, Macmillan et New York,
St Martin Press, 1999, 285 pages.

Ce livre est décevant en ce qu'il ne propose pas de thèse nouvelle, alors même que l'heure de vérité approche pour le régime Ben Ali. Celui-ci serait en difficulté par suite à la fois du contexte international (libre échange avec l'Union européenne) et d'une contradiction interne à la stratégie choisie : les réformes économiques et politiques en cours auraient suscité de nouvelles demandes et des intérêts divergents, auxquels ni l'État ni le parti dominant ne seraient en mesure de répondre. D'où la montée de la répression et la remise en cause de la sacro-sainte stabilité politique. Soit !

Si les réformes économiques sont bien présentées, chiffres à l'appui, l'analyse reste très institutionnelle et légaliste, ce qui ne va pas sans quelque naïveté. On ne sait pas, finalement, si les réformes sont réellement appliquées et, si elles sont contournées, comment. Les discours officiels et les politiques écono-

miques sont considérés sans recul. Des passages intéressants mentionnent bien les limites des interventions sociales (éducation, santé, chômage), l'ampleur des inégalités ou encore l'importance des dispositifs de redistribution par les principaux organes du pouvoir. Mais ils sont beaucoup trop rapides : on n'en apprend guère sur les mécanismes concrets de redistribution, moins encore sur leur corollaire, les mécanismes d'exclusion, et pas davantage sur les processus par lesquels les réformes conduisent à ces effets inattendus (ou d'ailleurs aux succès économiques). C'est que l'auteur, hormis un essai de synthèse en conclusion et en dépit de son ambition affichée, traite les volets économique et politique de façon autonome, et ne s'intéresse pas aux pratiques des acteurs, sans doute parce qu'elle les considère comme incluses dans les stratégies officielles de cooptation, de redistribution, de subordination ou de répression. Dommage. Car ce livre documenté et sérieux est une source appréciable d'information sur la Tunisie de Ben Ali.

Béatrice Hibou

HARTMANN (FLORENCE)

Milosevic. La Diagonale du fou

Paris, Denoël, 1999, 441 pages.

ROUX (MICHEL)

Le Kosovo. Dix clés pour comprendre

Paris, La Découverte, 1999, 126 pages.

TARDY (THIERRY)

La France et la gestion des conflits yougoslaves (1991-1995).

Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'ONU

Bruxelles, Bruylant, 1999, 505 pages.

Jusqu'à une date récente, à part l'ouvrage de référence de Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, qui porte davantage sur les origines du conflit yougoslave que sur son déroulement mais qui vient d'être remis à jour, le lecteur français soucieux de comprendre ce drame sanglant ne pouvait guère se tourner que vers les recueils d'articles individuels ou collectifs dus à Jacques Rupnik, Xavier Bougarel, ou Antoine Garapon et Olivier Mongin. Les analyses plus détaillées portant sur « l'histoire du présent » étaient toutes en langue anglaise ou allemande. Cette lacune vient d'être comblée avec éclat par trois ouvrages. *La France et la gestion des conflits yougoslaves* est tiré d'une thèse importante (tant par la dimension que par le contenu) due à un jeune chercheur. Ce n'est pas à proprement parler un livre sur le drame yougoslave : son sujet se situe au confluent de la politique française et du rôle de l'ONU dans le maintien de la paix. Ainsi limitée, le contrat est admirablement rempli. L'auteur examine minutieusement l'évolution de l'attitude française envers

l'ONU, les ambiguïtés des opérations de maintien de la paix, les raisons du choix de la France en faveur de la Forpronu plutôt que de l'abstention ou de l'intervention militaire, les inconvénients de ce choix et le piège où il a conduit la politique française à s'enfermer. Il le fait avec une objectivité, une équité et un sens des nuances exceptionnels. L'ouvrage est complété par un appareil documentaire, chronologique et cartographique qui en font un instrument irremplaçable.

Michel Roux est lui aussi connu pour une thèse imposante, qui reste le seul ouvrage scientifique de référence sur le Kosovo : *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*. Tous ceux qui ont cherché à remonter plus haut que l'actualité sur le drame du Kosovo s'y sont reportés et y ont trouvé une mine à la fois d'informations et de pistes pour la compréhension du problème des minorités nationales. Mais l'ouvrage qu'il présente aujourd'hui se situe à l'opposé de ce monument d'érudition : c'est un opuscule d'une centaine de pages qui s'efforce de répondre en termes simples et clairs à toutes les questions que les citoyens moyens ont pu se poser pendant les bombardements du Kosovo et depuis. Quelques exemples : Pourquoi les Serbes considèrent-ils le Kosovo comme le berceau de leur nation alors que les Albanais y sont majoritaires ? Les nationalistes albanais – et en particulier ceux de l'UCK – ont-ils le projet de constituer une grande Albanie ? Quel est le bilan de l'épuration ethnique ?

Quels scénarios politiques peut-on envisager ? Il y a ainsi dix questions qui donnent lieu à dix chapitres. Michel Roux n'hésite pas à prendre position, et certains – dont l'auteur de ces lignes – ne répondraient sans doute pas tout à fait ainsi. Mais son texte est de bout en bout à la fois ferme, nuancé et argumenté, ce qui constitue un tour de force vu la complexité du problème et la brièveté du propos. Là encore, des annexes et des renvois extrêmement précieux complètent l'ouvrage. On connaît peu d'exemples d'une telle réussite dans la transmission au grand public des résultats de la recherche.

Mais, parmi les trois livres commentés ici, celui qui constitue un événement majeur est celui de Florence Hartmann sur Milosevic. Longtemps correspondante à Belgrade, puis expulsée, elle a consacré toutes ces dernières années à une enquête extrêmement pénétrante sur la stratégie du leader serbe. Le lecteur français découvrira avec surprise et passion une multitude d'informations tirées d'interviews et de publications en serbo-croate qui renouvellent en grande partie notre vision des projets et des méthodes de Milosevic. Il s'agit, d'une part, de son ascension au pouvoir mais, d'autre part et surtout, du mélange d'habileté et de brutalité par lequel il a su se jouer de ses adversaires locaux et internationaux pour pousser toujours plus loin une entreprise qui l'a maintenu au pouvoir contre vents et marées mais a fait le malheur de son pays. Elle montre comment il a suscité et télécommandé les

Serbes de Bosnie et de Croatie avant de les abandonner, comment il a trompé, manipulé puis épuré l'armée fédérale attachée à l'unité yougoslave alors que, très tôt, il avait fait son deuil de celle-ci en faveur de la Grande Serbie et avait plutôt favorisé le départ de la Slovénie, voire de la Croatie. Elle souligne, à l'aide de témoignages récents ou inédits, les liens de complicité constante qui l'unissent à Tudjman. Certes, des questions restent ouvertes : comment expliquer, dans cette perspective, l'invasion de la Croatie et la destruction de Vukovar ? De même, si le but était de réunir tous les Serbes, comment rendre compte de l'accueil hostile et inhumain fait aux réfugiés de Krajina, dont il avait lui-même provoqué le départ ? La part de la méthode et celle de l'improvisation restent mystérieuses, même après la démonstration rigoureuse et brillante de Florence Hartmann ; mais la dynamique générale ne fait pas de doute et condamne définitivement la naïveté des gouvernements occidentaux, qui ont si longtemps vu en Milosevic un dirigeant certes brutal et peu sympathique, mais désireux et peut-être capable de garantir le maintien et la stabilité de la Yougoslavie.

Professionnellement, parmi nos trois auteurs, seul Thierry Tardy est chercheur en science politique ; Michel Roux est géographe, et Florence Hartmann journaliste. Mais, à eux trois, ils démontrent abondamment que l'analyse politique est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux diplomates et aux gouvernants.

Pierre Hassner

PALUMBO-LIU (DAVID)

Asian/American. Historical Crossings of a Racial Frontier

Stanford, Stanford University Press, 1999, 504 pages.

Dans cet ouvrage, David Palumbo-Liu décline toutes les variantes de la relation ambivalente, dynamique, contradictoire, indécidable qui se noue dans le fait d'être à la fois un Asiatique et un Américain, un *Asian/American*. La barre oblique a été choisie pour bien marquer la nouveauté de l'argument : l'*Asian/American* est tout sauf un *Asian-American*, un simple Américain à trait d'union. Les rapports entre une identité asiatique d'origine et une nouvelle identité américaine restent irrésolus. L'assimilation n'est jamais complète et, si elle existe, elle est présentée de façon tellement caricaturale qu'elle racialise à nouveau ce qu'elle cherchait à déracialiser. En prétendant que les nouveaux immigrants asiatiques constituent, aujourd'hui, une « minorité modèle », on reconstruit le mythe d'un exceptionnalisme oriental. Pour illustrer l'évolution des rapports entre ces deux identités – asiatique et américaine – Palumbo-Liu mobilise trois éléments de transitivité : le Corps, l'Espace, la Psyché. Le corps, analysé à travers certaines œuvres littéraires et certains films, est un triple marqueur de distance, d'étrangeté et d'inquiétude. Il ne sera jamais « Américain ». Et pourtant, la chirurgie esthétique, dans les années 1950, les mariages mixtes, dans

les années 1980, ne cessent d'effacer la distance entre les corps, au point de constituer, comme le proposait une couverture de *Time* en 1993, « Le nouveau visage de l'Amérique » : une jeune femme dont les traits, composés par un ordinateur, incarnaient le mélange de toutes les races. L'espace est d'abord représenté comme une frontière ouverte, la côte du Pacifique, comme un lieu d'enfermement, celui des ghettos et des camps d'internement, et comme un lieu de transition et de transformation. L'auteur constate la disparition progressive des Chinatowns, reliques d'un passé ségrégationniste et exclusiviste, au profit de *suburbs* socialement homogènes, mais culturellement différenciés. La psyché, enfin, c'est l'explication des pathologies de l'ethnicité, du dédoublement d'un moi asio-américain, tempéré par la redécouverte, elle-même mythique, de valeurs confucéennes qui seraient à la charnière de la tradition et de la modernité. L'ouvrage de Palumbo-Liu, décapant et novateur, a deux grands mérites : il déconstruit tous les lieux communs qui touchent à l'américano-asiatisme, et il met admirablement en évidence la porosité des frontières censées séparer l'« Asiatique » de l'« Américain » – tout en maintenant que le discours racialisant reste puissant aux États-Unis et que l'idéal postmoderne d'une Amérique aux identités fluides est loin d'être achevé.

Denis Lacorne

ELLIS (STEPHEN)

The Mask of Anarchy. The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War

Londres, Hurst & Co., 1999, 350 pages.

L'auteur avait comme objectif de faire comprendre à un large public – gavé d'images effrayantes et de commentaires catastrophistes – les arcanes de la guerre civile du Liberia. Pari réussi, grâce à une langue élégante et précise, qui jamais ne sacrifie la complexité (et la dureté) des faits aux facilités du sensationnalisme, même lorsqu'il s'agit de sacrifices humains et de cannibalisme. Du journalisme, Stephen Ellis a gardé le meilleur : le souci de la collecte et du recoupement de l'information, la clarté de l'exposition, le refus du jargon et de la pédanterie. Mais il ne peut faire oublier qu'il est avant tout un historien, à qui l'on doit déjà quelques ouvrages remarquables sur la colonisation de Madagascar et la lutte armée de l'ANC. Nulle trace, donc, dans son propos, de la vision crépusculaire d'un Robert Kaplan, auteur d'un article célèbre et décrié sur la « *coming anarchy* » : sous sa plume, le « masque de l'anarchie » qu'évoquait le poète Shelley n'a rien d'une prédiction idéologique annonçant l'arrivée des barbares au cœur du système international. Le déroulement, les protagonistes, les logiques sociales et économiques, les ramifications régionales et internationales du conflit sont

restitués avec un grand luxe de détails, grâce au dépouillement systématique et à l'utilisation ingénieuse de la presse libérienne ainsi qu'à de nombreux témoignages recueillis sur le terrain. La guerre est en outre replacée dans son contexte historique : celui de la République du True Whig Party, qui avait progressivement assuré une certaine assimilation réciproque entre l'élite côtière américo-libérienne et les élites « tribales » de l'hinterland. Les pages les plus originales sont consacrées aux sociétés initiatiques du Poro et du Sande et aux sociétés secrètes proprement dites – par exemple celles des hommes-léopards – ainsi qu'aux mouvements religieux et aux Églises chrétiennes. Ellis insiste notamment sur la dérégulation et la privatisation de cette dimension de l'invisible, qui se sont traduites par l'apparition d'opérateurs « freelance » – les *heartmen* – et par la marchandisation du cannibalisme rituel. Les scènes les plus baroques ou atroces de la guerre n'ont été que l'aboutissement de ce processus et son dévoilement. La postface du livre est aujourd'hui écrite inopinément par le président Charles Taylor, qui a intenté un procès à l'auteur, à l'éditeur et au *Times*, coupable d'en avoir publié des extraits. Le lecteur attend avec impatience les nouvelles révélations auxquelles donnera inévitablement lieu cet épisode judiciaire.

Jean-François Bayart

DETIENNE (MARCEL)

Comparer l'incomparable

Paris, Le Seuil, 2000, 135 pages.

Ce petit livre, on l'aura déduit de son titre, est un plaidoyer pour le comparatisme. Sa fougue traduit une véritable irritation contre la tyrannie du national en sciences sociales, un mal particulièrement profond en France où il affecterait surtout, selon l'auteur, sa discipline : l'histoire. Marcel Detienne propose de transcender à la fois les frontières des disciplines – pour d'abord marier l'histoire et l'anthropologie – et celles des « terrains » géographiques. Il dédaigne ici le comparatisme qui cherche à établir des typologies ou à identifier des morphologies. Sa méthode est différente : elle vise à soumettre des sociétés n'ayant *a priori* rien en commun, ou appartenant à des époques éloignées, à un même questionnement pour mieux « découvrir un aspect inaperçu » et même saisir

des « logiques partielles de pensée ». Il suit ici la voie tracée par Georges Dumézil à la recherche de l'indo-européen, mais souligne qu'aujourd'hui une telle entreprise ne peut plus être individuelle : dérangeant jusqu'au bout, Detienne nous dit que les recherches comparatives qui valent la peine d'être menées ne peuvent être que collectives. Et l'auteur d'évoquer – c'est de bonne guerre – sa propre équipe associant des anthropologues de l'Afrique, des historiens de la France révolutionnaire et des hellénistes pour examiner les pratiques d'assemblée pouvant façonner un politique autonome. Les politistes apprécieront sans doute l'intérêt d'une telle démarche, à un moment où ils s'ouvrent, souvent plus que d'autres corporations, à des disciplines « étrangères » – tout en ayant tendance à rester prisonniers des « aires culturelles ».

Christophe Jaffrelot

HABERMAS (JÜRGEN)

Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique

Paris, Fayard, 2000, 150 pages.

En examinant le déclin de l'État-nation, Habermas s'intéresse en fait surtout à celui d'une démocratie menacée – notamment en Europe – par l'érosion des souverainetés stato-nationales. La globalisation remet effectivement en cause ce qu'il appelle « l'État social », une construction laborieusement mise

en place dans les pays européens pour réguler l'économie et contenir les inégalités mais aussi pour protéger les individus et défendre les droits de l'homme par la loi. Pour sauver cet acquis, l'auteur propose de transférer les fonctions régulatrices de « l'État social » à des instances supra-nationales : plus précisément à une Union européenne qui aurait l'audace d'opter pour une formule fédéraliste. Cette mutation est selon lui possible car les nations du Vieux Continent

ne se sont pas constituées sur la base d'appartenances ethniques indépassables mais en vertu d'un patriotisme constitutionnel, une forme d'allégeance politique transposable à l'échelle européenne. Il suffirait pour cela qu'émerge un espace public transcendant les frontières et que la légitimité d'un « gouvernement de l'Union » puisse s'enraciner dans une démocratie véritable : bref, que les Européens forment une communauté politique.

On le voit, Habermas reprend ici un de ses thèmes de prédilection, l'impression de déjà vu étant encore accrue par le caractère répétitif d'un essai pourtant très bref – à sa décharge, soulignons que le « livre » est fait de trois morceaux traduits de l'allemand (deux chapitres d'un ouvrage de 1998 et un article de 1999) assemblés par l'éditeur, qui annonce lui-même « deux ou trois répétitions » dans sa préface. Le malaise que suscite ce livre vient toutefois surtout du caractère succinct de l'analyse, notamment du point de vue de l'économie et de la sociologie politiques. Qu'un philosophe choisisse de proposer, en intellectuel, un remède à la globalisation peut

nourrir un intéressant débat public, mais encore faut-il en démontrer la validité et, avant cela, établir précisément la nature du mal. Or Habermas n'apporte pas la preuve de la capacité de la nation à s'émanciper des marqueurs d'identité qui la représentent. Comment, par exemple, dépasser l'attachement des pays européens à leur langue ? Un développement sur la langue européenne qui permettrait de structurer l'espace public qu'Habermas appelle de ses vœux aurait été des plus intéressants. Quant au second point, on peut s'interroger sur l'ampleur du dépérissement de l'État – y compris en Europe – qu'Habermas tient pour acquis. Alors que son livre repose largement sur une approche d'économie politique internationale, il ne se donne jamais vraiment les moyens de l'étayer, d'où le caractère très général de son raisonnement. On regrettera enfin qu'il n'analyse pratiquement pas l'impact de la globalisation en termes culturels, alors qu'une riche littérature nous amène aujourd'hui à souligner la résistance du local à l'« américanisation », fût-ce au prix de métissages culturels.

Christophe Jaffrelot

ANDERSON (LISA), ed.

Transitions to Democracy

New York, Columbia University Press,
1999, 316 pages.

Ce livre réunit le célèbre article de Dankwart A. Rustow, « Transitions to democracy : Toward a dynamic model », publié en 1970 dans *Comparative Politics*, et une dizaine de chapitres – dont plusieurs repris d'une livraison de cette même revue, en 1997 – développant, complétant ou nuancant son paradigme. Le volume est commode pour les étudiants, enseignants et chercheurs en mal de révision. Mais la relecture de ces textes confirme les limites du genre dont ils se réclament : celui de la « transiologie ». Certes, Rustow était fondé à récuser les approches structuralistes et déterministes, qu'elles fussent d'inspiration développementaliste, marxiste ou dépendantiste, et à mettre l'accent, de manière prémonitoire, sur le caractère contingent du processus de démocratisation, en distinguant déjà celle-ci de

son éventuelle consolidation ultérieure ou du fonctionnement des démocraties institutionnalisées. Dans son esprit, il n'y avait point de « préconditions » à la démocratisation, et les événements lui ont donné raison, même si plusieurs contributeurs du volume corrigent tel ou tel point de son modèle (en particulier l'importance de l'« unité nationale »). Néanmoins, l'attention accordée aux incertitudes des transitions « pactées », facteur d'adaptabilité autant que de fragilité de l'idée démocratique, ne saurait dispenser de la prise en compte d'autres niveaux d'analyse. Les stratégies des élites et leurs négociations s'inscrivent dans des contextes historiques complexes. Cette double dimension de la sociologie historique et de l'économie politique de l'État – en bref, la problématique de sa « formation » – fait défaut dans l'ouvrage et en rend la lecture un peu frustrante.

Jean-François Bayart